

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18706 - 73ÈME ANNÉE

Succès du rassemblement de lancement de la campagne des législatives

Le PCR appelle les Réunionnais à se rassembler pour les candidats de la responsabilité



Max Banon, Julie Pontalba et Gilles Leperlier, les trois candidats présentés par le PCR.

Plusieurs centaines de militants venus de toute l'île ont assuré hier le succès du rassemblement du Parti communiste réunionnais hier à Sainte-Suzanne. Ce premier rendez-vous de la campagne des législatives fut marqué par la présentation des trois candidats et trois suppléants qui porteront le programme du PCR, en présence notamment d'Elie Hoarau, président du PCR et de la sénatrice de La Réunion, Gélita Hoarau. À trois semaines du scrutin, c'est la mobilisation générale pour assurer l'élection de députés de La Réunion qui seront les défenseurs des intérêts des Réunionnais.

Le rassemblement de Sainte-Suzanne a commencé par l'évocation du combat mené par les Chagossiens pour retourner dans leur pays. À la fin des années 1960, ils ont été déportés par la Grande-Bretagne lors de la construction de la base militaire américaine située sur l'île de Diego Garcia. La semaine dernière, une délégation chagossienne a été reçue au Vatican par le Pape.

Cette rencontre donne une portée supplémentaire au combat des Chagossiens.

Hier, une urne était mise à disposition des participants au meeting pour qu'ils puissent apporter leur solidarité au combat des Chagossiens.

Martial Turpin, secrétaire de la Section communiste de Sainte-Suzanne, est ensuite intervenu pour faire une mise au point au sujet d'une candidature d'une conseillère municipale de la ville aux législatives. Il a rappelé que dans la Section, la proposition de candidature reposait sur deux principes : pas de candidat issu du Conseil municipal, une personne un mandat. Cela rendait donc impossible la désignation d'un élu de la commune. C'est pourquoi la candidature de Gilles Leperlier a été proposée et validée par un vote du Comité central du PCR.

Le PCR en ordre de bataille

Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, est ensuite intervenu pour présenter les candidats du PCR aux législatives. Il a également situé leurs responsabilités : « Le rôle d'un député est de s'occuper de tout un pays, pas seulement de la circonscription. Les députés seront des députés de toute La Réunion ». « Le rôle des militants communistes est de soutenir les candidats et d'agir partout pour assurer leur soutien », a-t-il poursuivi. Toutes les sections communistes de La Réunion sont donc mobilisées pour assurer le succès des trois candidatures du PCR. Les militants de Saint-Louis à Saint-Philippe vont donc s'impliquer dans la campagne autour de Max Banon, candidat dans la 4e circonscription. De Trois-Bassins à Saint-Denis en passant par La Possession, les communistes sont en campagne pour Julie Pontalba, candidate dans la 1ere circonscription. Enfin, de Saint-Denis à Sainte-Rose, les militants sont sur le front pour soutenir à Gilles Leperlier. Les candidats et suppléant ont été ensuite invités à prendre la parole.

« Changer le personnel politique à Saint-Denis »

Julie Pontalba, candidate PCR-France Insoumise dans la 1ere circonscription est revenue sur les conditions de l'union. « Notre candidature d'union prend toute sa nécessité pour changer le personnel politique à Saint-Denis. Il y a 17 candidatures, donc le bilan de la députée sortante contesté par 16 candidats », a-t-elle dit. « Il ne faut surtout pas laisser le gouvernement actuel poursuivre la politique menée jusqu'à présent ». 10.000 personnes ont pris le bulletin Mélenchon dans cette partie de Saint-Denis, a poursuivi Julie Pontalba avant de constater une omerta de la part de médias sur cette question qui préfèrent mettre en avant des candidats loin de se prévaloir d'un tel soutien.

Au cours de ces trois semaines de campagne, le programme sera de continuer la campagne d'explication de l'Avenir en commun. « La plateforme du PCR pose très bien les bases pour ce travail-là », a-t-elle souligné. Elle a rappelé la tenue de trois grands débats : après celui sur l'écologie vendredi, deux parleront du partage des richesses, et de la démocratie avec comme sujet possible le nouveau statut de La Réunion, avec plus de responsabilité grâce à la réécriture de la Constitution.

« Le PCR, premiers insoumis de La Réunion »

Stéphane Ducamp, membre de France Insoumise et suppléant de Julie Pontalba dans la première circonscription salue l'insoumis et écologiste, Paul Vergès qui a inspiré Jean-Luc Mélenchon. « Vous êtes le PCR, les premiers insoumis de La Réunion », a-t-il dit avec force. Le programme l'Avenir en commun offre d'ailleurs une vision sociale et écologique pour répondre aux attentes de la population, a-t-il dit en substance. Et de conclure : « J'espère que l'on va réussir à s'opposer à la casse sociale de Macron ».

Deux grands services

Audrey Minatchy, suppléante de Max Banon dans la 4e circonscription, s'est présentée comme membre de la jeunesse en lutte. Elle

fait partie de cette majorité de jeunes qui n'a pas droit à un travail durable. Depuis qu'elle a obtenu son Bac Pro, elle n'a en effet jamais pu avoir de CDI.

Audrey Minatchy a donc insisté sur le programme du PCR pour l'emploi. C'est un moratoire dans la fonction publique, pour que les jeunes diplômés réunionnais puissent accéder en priorité aux postes disponibles. C'est également la création de deux grands services dans l'aide à la personne, et l'environnement pour répondre aux besoins de l'évolution de la démographie et protéger la biodiversité.

« Changer ce système »

Max Banon a d'abord dit pourquoi il a accepté d'être candidat du PCR. Il veut poursuivre le combat des anciens : Raymond Vergès, Léon de Lépervanche, Paul Vergès, Elie Hoarau. « Si aujourd'hui les syndicalistes peuvent mener le combat dans les entreprises, si je peux m'exprimer devant vous aujourd'hui c'est grâce à eux », a-t-il rappelé. « Ils étaient réprimés par la police coloniale. On tergiverse sur quoi, c'est notre tour de reprendre le flambeau ».

Il a annoncé la tenue d'un débat public sur la question de la responsabilité. « Aucun peuple ne peut émerger si on est dans l'assistanat : 40 milliards du gouvernement pour le grand patronat. Aucun emploi n'a été créé. 20 milliards pour le CICE. Le bilan est négatif. Où sont les promesses de Hollande à Saint-Louis ? Chacun doit prendre ses responsabilités à quelque niveau que ce soit ».

Il a souligné que dans le Sud, Saint-Pierre 2e ville la plus pauvre de la République. « Nous devons changer ce système ».

Combattre la casse sociale

« Je serai un combattant sans faille contre la casse sociale annoncée par le président Macron, ses acolytes et ses sous-marins du PS », poursuit-il. « Macron veut mettre fin aux 35 heures. Nous sommes dans un département hors-norme à cause du chômage. Macron annonce la mise en place d'un contrat à zéro heure. On vous appelle quand on a besoin ».

« En tant que syndicalistes, nous devons nous rassembler face à la casse des acquis de 1936 et 1945.

Edito

La nécessité d'augmenter le prix de la canne à sucre

Hier, les planteurs ont de nouveau manifesté leur inquiétude lors d'une conférence de presse de la CGPER. À moins de deux mois du début de la coupe, les discussions sont arrêtées. Le prix de la canne à sucre payé par l'usiner au planteur n'a pas bougé depuis plus de 20 ans, il est de 39,09 euros par tonne. Les planteurs revendiquent 45 euros. Pour leur part, les industriels affirment que les revenus des livreurs de canne ont augmenté de plus de 20 % en 6 ans.

Il est à noter que l'affirmation des usiniers ne peut s'appliquer qu'aux planteurs qui survivent encore aujourd'hui. En effet, le maintien du prix de la canne a pour but de pousser les planteurs à battre des records de productivité. Ceux qui n'arrivent pas à suivre sont éliminés. Depuis la restructuration de la filière canne-sucre en 1969, qui a fait du planteur un livreur de matière première, le nombre des planteurs est en chute libre. Ils étaient près de 25.000 à cette époque, ils sont moins de 4.000 aujourd'hui. Autrement dit, nombreux sont les planteurs qui ont vu leurs revenus baisser considérablement, car ils ont dû abandonner la culture de la canne à sucre.

La filière canne-sucre arrive aujourd'hui à ses limites de productivité. Des planteurs battent des records avec des rendements supérieurs à 150 tonnes par hectare en zone irriguée. Mais dans l'extraction de sucre, ce n'est pas la même hausse. Les recherches dans ce domaine arrivent en effet aux limites physiques de la plante. Ainsi, à poids égal, une tonne de canne ne peut

donner autant de sucre qu'une tonne de betteraves. La manière la plus sûre d'augmenter les revenus tirés du sucre serait alors d'augmenter les superficies cultivées. Mais ce n'est pas la tendance à La Réunion. En effet, l'aide supplémentaire de 38 millions d'euros de l'État autorisée par la Commission européenne s'appuie sur le fait que la production de sucre n'augmentera pas à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique par l'extension des exploitations cannières.

Dans ces conditions, les planteurs vont continuer à subir de plein fouet la hausse des prix des intrants, alors qu'ils ont épuisé les marges de manœuvre dans la productivité. Si la sauvegarde de l'emploi et des exploitations agricoles est la priorité, alors il est urgent d'augmenter le prix de la canne à sucre. Tout statu quo dans ce domaine ne pourra qu'aboutir à la poursuite de la diminution du nombre de livreurs de cannes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433



Les candidats présentés par le PCR avec Maurice Gironcel, secrétaire général.

Car pour faire plaisir à LR, Macron va casser la sécurité sociale », a souligné Max Banon.

Il a rappelé que La Réunion a des atouts pour créer des emplois dans l'énergie, l'agriculture. Il a rappelé que l'on faisait du riz à La Réunion, comme chez Simon Lagarrigue qui en produisait 32 tonnes par an. « On a la capacité de produire ici et de travailler avec nos camarades malgaches ».

Emmanuel Macron annonce la tenue des assises dans les DOM. « Notre programme est déjà fait. Il faudra se battre à l'image de nos camarades de la Guyane. Le gouvernement a trouvé 2 milliards alors qu'il disait que les caisses étaient vides », a dit le syndicaliste, « avec le COSPAR on a arraché 150 euros, c'était 60 millions par an dans l'économie réunionnaise. Les socialistes l'ont supprimé. Il faut construire une vraie résistance ».

Il a montré l'importance de se rassembler le plus largement possible en gardant notre identité réunionnaise. « Il faut changer le cadre législatif, la départementalisation

c'est fini, ce système néo-colonial ne peut pas régler les problèmes. D'autres le disent aussi, par exemple Jean-Louis Lagourgue aux obsèques de Paul Vergès, « portons cette proposition pour mettre en place un nouveau cadre législatif ». La seconde proposition est de mettre en place une assemblée territoriale avec plus de pouvoir. « Le 11 juin, changer l'avenir de notre pays ».

« Aucun revenu sous le seuil de pauvreté »

Nicole Virapinmodely, suppléante de Gilles Leperlier, est aide-soignante à Saint-Benoît et habitante à la Bretagne.

Les raisons de son engagement sont la situation dramatique des Réunionnais qui ne préoccupe guère les décideurs. Aide soignante depuis 20 ans, elle a rencontré de nombreux Réunionnais victimes de la précarité, des jeunes tombés

dans l'alcool à cause de la précarité, problèmes familiaux, une famille qui n'a pas de structure pour accueillir son enfant handicapé et des familles qui ont fait des sacrifices pour des enfants diplômés qui n'ont pas de travail.

« Nous avons besoin d'un député à la hauteur de nos attentes qui propose des solutions concrètes pour améliorer la situation des Réunionnais », souligna-t-elle, il est « important de proposer un programme social, pour qu'aucun revenu ne soit en dessous du seuil de pauvreté. Nous devons aussi valoriser notre identité ».

Pour l'emploi des Réunionnais à La Réunion

Gilles Leperlier a tout d'abord salué l'engagement des militants qui ont permis le succès de ce meeting de lancement des législatives. Il a rappelé des combats pour l'em-

In kozman pou la rout

« Kok tousèl i rèv li nana dis poul pou son sèrvis »

In koté nana la réalité, l'ot koté nana lo rèv é nout kozman pou la rout i tourn otour d'in n'afèr konmsa. Pou kosa mi di sa ? Pars lé pa si fasil ké ni kroi d'rogard la vérité an fas é lé pli fasil souvan dé foi rèv la réalité pa konm li lé mé konm ni vé oir aèl. Lé pli fasil, souvan dé foi, rèv in réalité k'i égzis pa, mé k'lé pli siportab pou nou. Dabor koman i pé fèr pou ariv in rézilta konmsa ? Dé foi, lalkol, zamal i épi d'ot sibstans ankòr i transport anou dann in mond paralèl par rapòrt la réalité. Dé foi, mèm, avèk zéro produi nana désèrtin moun i ariv transport azot dann in mond imazinèr. Mé final de kont, sa i ansèrv de rien pars toulmoun i pans, la pa zordi, la pa domin i fo rogard in zour la vérité an fas. Solman sa la pa fasil é konbien foi ni antan konm de koi inn la zète son kor dann fon ranpar, lo gouf sinonsa d'ot l'androi lé danzéré. Kan ou i pans nou la pankor trap in milyonn moun é nou lé déza dann in traka konmsa, ni pé mazine nout sosyété lébien malad. Alé ! Mi lès azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

ploi et contre la vie chère. « Quand un poste est disponible, toujours quelqu'un de l'extérieur qui vient pour l'occuper », poursuit-il « à la centrale du Port, il a fallu batailler avec les syndicats pour que des Réunionnais puissent revenir à des Réunionnais ». Son programme, c'est aussi la bataille pour que dans la fonction publique, les postes reviennent aux Réunionnais. « Depuis les 15 dernières années, les parlementaires n'ont mis en place de mesures allant dans ce sens ». Il propose une loi permettant un moratoire dans la fonction publique pour réserver pendant 15 ans les postes aux diplômés de La Réunion. De plus en plus de Réunionnais sont obligés d'aller travailler dans les endroits les plus difficiles en France, a-t-il poursuivi, d'où la proposition de « mettre en place des critères supplémentaires pour permettre aux Réunionnais de revenir plus facilement à La Réunion. Derrière les chiffres, des drames, des familles séparées, nous avons dû accompagner des familles endeuillées. Il faut revenir à l'ancienneté de la demande dans la police ».

« Un projet réunionnais »

Gilles Leperlier mise aussi sur la valorisation des plantes médicinales : « 19 plantes reconnues dans la pharmacopée grâce aux tisaneurs. Il est possible de développer le géranium, le vétiver, base de tous les parfums ».

En urgence, il demande de revaloriser les petites retraites agricoles. « Pas un seul revenu sous le seuil national de pauvreté, la bataille pour augmenter les retraites permettra de faciliter la reprise d'exploitation par des jeunes ».

« Respect à nou avec ce que l'est bon pour La Réunion. Arrêtez de mettre en place des lois inadaptées qui cassent nos richesses. Arrêter avec des députés qui disent qu'ils défendent La Réunion ici, et qui à Paris sont plus Parisiens que les Parisiens », a-t-il déclaré avant de conclure : « défendons un projet réunionnais par les Réunionnais, pour les Réunionnais, nou lé kapab pou not péi ».

« Donn kréol travay »

Maurice Gironcel conclut le meeting, saluant les candidats capables de défendre notre pays. La Réunion traverse une grave crise, c'est un département hors-norme.



Des centaines de personnes hier à Sainte-Suzanne.

138.000 chômeurs de catégorie A, plus de 180.000 Réunionnais inscrits à Pôle emploi, le danger de la casse social avec le contrat zéro, les difficultés des travailleurs à temps partiel, 60 % des moins de 25 ans sont sans emploi au chômage, sont autant d'occasion de se mobiliser car « la pauvreté s'accroît. Près de 400.000 Réunionnais sont sous le seuil de pauvreté. 25.000 familles vivent dans des conditions d'habitat indigne. 25.000 familles attendent un logement. 71 ans après la loi d'égalité sociale, 116.000 personnes sont illettrées et 18.000 personnes travaillant dans la filière cannesucre sont menacées par la crise ».

« Il nous faut un véritable changement », dit-il avec force, « nos candidats vont porter la volonté de changement au plus haut niveau de l'État. Car la loi de 1946 est arrivée à bout de souffle ».

« Notre priorité, c'est l'emploi aux Réunionnais. Les syndicats disent « Donn kréol travay », ils ont raison », ajouta le secrétaire général du PCR.

Plus de responsabilité

Le programme du Parti communiste réunionnais veut donner plus de responsabilité aux Réunionnais pour qu'ils soient maîtres de leur destin et gèrent leurs affaires. Il faut donc une nouvelle gouvernance avec une collectivité unique, un fonds de développement. « Cette collectivité devra faire un plan de développement durable, social, écologique respectant notre identité réunionnaise, et pour un co-développement avec nos voisins ».

Lutte contre les inégalités est toute aussi importante pour le PCR, car « la vie est chère pour tout le monde ». Cela amène à revoir la politique des salaires et des revenus.

« Dans le logement c'est la régression. Au lieu des 9.000 par an promis, c'est à peine 2.000, c'est un retard inadmissible ».

Face aux problèmes de déplacement, le PCR propose un chemin de fer. « Ceux qui ont remis en cause ce projet en 2010 portent une lourde responsabilité. Celui qui a sabordé le projet d'autonomie énergétique en 2025 aussi », a-t-il rappelé.

Pour sauver la filière canne, des mesures d'urgence s'imposent, impliquant la responsabilité de l'État.

« En avant vers la victoire »

Le secrétaire général du PCR a lancé un appel aux militants à « aller sur le terrain, le moment est venu d'envoyer une majorité de parlementaires qui défendra les intérêts de notre pays. Les Guyanais ont montré le chemin de la lutte ».

Et de conclure : « le PCR appelle les Réunionnais à se rassembler et à se mobiliser pour assumer leurs responsabilités. Après l'ère de la liberté en 1848, de l'égalité en 1946, arrive l'heure de la responsabilité. C'est le moment d'imposer ce débat et la nécessité d'un changement pour notre pays grâce à un vote massif le 11 juin pour nos camarades. En avant pour le combat, En avant vers la victoire ».

Oté

Kan Julie i larg 2 skud bou portan dann bato Erika !

La pa pars ou lété minis ké ou i koné myé lé shoz ké lé zot. La pa pars ou lété minis ké ou nana zargiman inparab dann in déba. La pa non pli pars i done aou bonpé plis lo tan ké lé z'ot la parol ké ou nana pli d'shoz sansé pou dir. Sé konmsa k'Erika kan èl téi kroi i téi sava dann in déba pou fé valoir aèl, pou mète aèl a l'onèr, la bite ansanm de moun té pa désidé lèss aèl fé son prop niméro.

Sé konmsa ké moin la romarké dann lo déba Julie l'avé bien prépar pou-konm i di dann foutbal - port inndé kontratak. Dabor, kan èl la parl in réform dann l'édikasyon nasyonal, Julie la dmann aèl koman i pé fèr in réform dann program si lo profésèr é lo bann z'élèv l'a poin lo liv k'i fo. Moin té i atann èl té i sava dir, koméla nana bonpé moiyn pou kominiké é sak na poin liv i pé alé dsi internet, alé dsi lo nimérik. Mé ala k'èl la di i sifi fèr fotokopi !!! Sèryé pou in moun lété minis Hollande é normalman té i doi lité kont lo gaspiyaz, é prépar lo tranzisyon ènèr zétik la pa bon déklar in kékshoz konmsa.

Dézyèm zafer alala ke lo Erika, momandoné, apré blablaté dsi la rédiktyon lo nonm shomèr é la mète sa kaziman dann son bilan dépité épi minis. Solman èl té i atann pa èl in n'afèr, é l'afèr sé ké lo bann shif, konm i di, nana tête dir é kan pou in pèryod sink z'ané lo nonm shomèr la goumant ziska pré d' trant mil ébin lé dir déklar shomaj la rokilé. Lé dir déklar tout i sava tré bien madam La Markiz ! Sé sak Julie la di aèl é mèm èl la rakont son bobar dsi lo poursantaz de si, lo poursantaz de la, in patin, in koufin, mé èl la pa nyabou d'roul lo moun dann la farine.

An touléka, mi pans, Julie la mète aèl inn-dé boi dir é konm i di, lo bato Erika la pran o moins dé skud a bou portan, san konté lé z'ot boi li la gagné. Konm de koi sak moin la di an-o la la pa in kozman la boush rouvèr, pa in kozman pou anpèsh la boush pi.

Justin